

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

DAALDER, IVO et Michael E. O'HANLON. *Winning Ugly. NATO'S War to Save Kosovo*.  
Washington, D.C., Brookings Institution's Press, 2000, IX+343 p.

par Jean Daudelin

*Études internationales*, vol. 32, n° 3, 2001, p. 590-592.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/704326ar>

DOI: 10.7202/704326ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

## CONFLITS ET MAINTIEN DE LA PAIX

### Winning Ugly. NATO's War to Save Kosovo.

DAALDER, Ivo et Michael E. O'HANLON.  
Washington, D.C., Brookings  
Institution's Press, 2000, ix+343 p.

Du 24 mars au 10 juin 1999, la plus imposante alliance militaire de l'histoire a mené au Kosovo, contre une puissance militaire marginale, la seule guerre « chaude » de son histoire. Cette guerre n'a impliqué que des frappes aériennes et aucun soldat de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) n'a été tué au combat (deux soldats américains sont morts à l'entraînement le 5 mai, lors de l'écrasement de leur hélicoptère). Les moyens mobilisés furent néanmoins formidables, l'OTAN faisant appel à plus de mille appareils et déversant au Kosovo et en Serbie plus de 23 000 missiles, obus, bombes et autres projectiles. Après 78 jours de bombardements, qui se sont étendus à des cibles situées en territoire serbe dès la fin mars, le gouvernement Milosevic accepta les termes qu'on lui offrait et retira ses troupes du Kosovo. Les dizaines de milliers de réfugiés kosovars qui avaient fui devant la menace serbe revinrent rapidement chez eux. Ils furent placés sous une administration intérimaire des Nations Unies et sous la protection d'un contingent d'environ 40 000 soldats de l'OTAN. Outre des destructions matérielles très considérables tant au Kosovo qu'en Serbie, le conflit en tant que tel aurait fait environ 10 000 victimes kosovars, dont une majorité de civils, et entre 1000 et 2000 victimes serbes, incluant 500 civils.

Cette intervention, présentée par ses partisans comme une entreprise humanitaire, a provoqué en Occident et dans le monde un formidable débat, dont l'ouvrage de Daalder et O'Hanlon fait partie, plus qu'il n'en rend compte. Les auteurs défendent en effet une thèse, celle de la victoire imparfaite, qui s'impose maintenant probablement comme la plus plausible aux yeux de ceux qui demeurent favorables à l'intervention. Celle-ci aurait été tardive, sa stratégie erronée, ses moyens sous-optimaux et sa direction à l'occasion chancelante, sans parler des bavures qui la jalonnèrent, mais elle fut couronnée de succès : selon les auteurs, le Kosovo et la majorité des Kosovars sont aujourd'hui dans une situation nettement meilleure qu'ils ne l'auraient été sans intervention.

Le livre propose une plaidoirie relativement nuancée et systématique asservie à la démonstration de cette thèse et à l'identification des leçons à tirer de l'expérience. Les auteurs sont chercheurs à la Brookings Institution de Washington, un centre de recherche privé proche du Parti Démocrate ; ils ont publié moult articles au fil de la crise et Daalder fut même consulté par l'administration Clinton en juin 1999 au sujet d'une possible offensive terrestre.

Le résultat est intéressant. Presque toutes les polémiques soulevées dans la presse nord-américaine au fil du conflit sont reprises : L'intervention était-elle nécessaire ? Provoqua-t-elle paradoxalement une accentuation des violations des droits humains ? L'accord de Rambouillet n'imposait-il pas des conditions inacceptables à Milosevic ? L'absence

d'appui explicite du Conseil de sécurité illégitime-t-elle l'initiative de l'OTAN ? La cooptation de la Russie n'aurait-elle pas permis d'éviter le recours aux armes ? L'attaque de l'ambassade chinoise eut-elle des conséquences importantes ? Que penser du refus des Alliés de considérer d'emblée une intervention terrestre ? Les opinions publiques occidentales auraient-elles pu encaisser des pertes humaines ? Les bombardements d'infrastructures civiles en Serbie étaient-ils nécessaires ? Et ainsi de suite.

Les réponses proposées sont toujours intelligentes et bien qu'elles ne closent *aucun* des débats abordés, elles font apparaître clairement les faiblesses des interprétations triomphalistes de l'administration Clinton, par exemple, de même que le caractère simpliste des lectures purement défaitistes, comme celle de Michael Mandelbaum (*A Perfect Failure*), ou conspirationnistes à la manière de Noam Chomsky (*The New Military Humanism*), du *Monde diplomatique* ou, dans les media canadiens, des analyses de Michel Chossudowski.

Reste que la documentation étayant la démonstration de Daalder et O'Hanlon, ainsi que la logique internationaliste qui la sous-tend, ne suffiront pas à convaincre les critiques de l'intervention, qu'ils soient conservateurs isolationnistes aux États-Unis, « souverainistes » en France, ou plus généralement inquiets devant les grands déploiements de force des États-Unis et de leurs alliés dans le monde. À cet égard, on ne peut que regretter l'américanocentrisme forcené de l'ouvrage, dont les quasi 350 pages d'analyses et d'annexes n'abordent qu'au mieux superficiellement la

dynamique propre du conflit au Kosovo et ses principaux acteurs, des Kosovars aux Serbes en passant par les pays de l'OTAN, l'ONU et l'OSCE. De la même façon, sont totalement ignorés les débats qui ont animé les media européens, comme ceux relatifs à la validité des documents prouvant l'existence d'une « Opération Fer-à-cheval » serbe visant au nettoyage ethnique du Kosovo. Enfin et surtout, les œillères des auteurs à l'endroit de l'Europe empêchent que soit abordé le rôle possiblement important de cette guerre dans l'émergence attendue d'une Europe de la défense, évolution qui pourrait bien être le fait stratégique marquant de cette première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle.

Les déficiences de ce regard tout « washingtonien » sont particulièrement flagrantes dans la section consacrée aux leçons de l'intervention qui, très clairement, est dirigée exclusivement au gouvernement américain. Cela dit, même de ce point de vue, leur utilité pourrait être limitée car, comme presque toutes ces « leçons » qui se sont multipliées au terme du conflit dans la presse quotidienne et spécialisée, elles négligent les *conséquences* de celui-ci, en particulier les contraintes qu'impose aux pays de l'OTAN une présence continue et un investissement de ressources financières et humaines au Kosovo dont la durée et l'ampleur risquent d'être très importantes.

Ce livre apparaît en somme comme un gros *Op-Ed* du *New York Times*, plutôt bon et bien documenté, mais produit à chaud et à plusieurs égards déjà daté, utile surtout comme exposé d'une lecture américaine particulière du conflit et comme expression

d'une perspective libérale interventionniste dont l'influence devrait diminuer substantiellement au cours des prochaines années.

Jean DAUDELIN

*Institut Nord-Sud  
Ottawa, Canada*

## DROIT INTERNATIONAL

### **Biodiversity and the Concept of Farmers' Rights in International Law.**

*GIRSBERGER, Martin. Berne, Peter Lang, 1999, 365 p.*

Depuis les années 1950, la sécurité alimentaire mondiale a été assurée par la « révolution verte », qui a permis de mettre fin aux famines récurrentes en Asie et d'assurer une production alimentaire mondiale suffisante. Mais elle atteint aujourd'hui ses limites. Les terres disponibles se font rares, les intrants chimiques polluent, les terres irriguées se salinisent, et surtout l'adoption universelle des variétés les plus productives s'est faite au détriment de la diversité. L'uniformité accroît la vulnérabilité des récoltes face aux maladies ou aux parasites. Pour maintenir la productivité et la résistance des variétés à haut rendement, il est nécessaire de disposer d'une réserve d'espèces dont les gènes peuvent être croisés avec les variétés cultivées. Mais où trouver ces espèces ? Deux sources sont possibles : les espèces sauvages et les espèces cultivées. Ces dernières, les seules concernées ici, se trouvent essentiellement chez les petits paysans traditionnels (*in situ*), en majorité dans les pays en développement, ou dans les banques de semences spécialisées (*ex situ*), qui les ont généralement collec-

tées chez ces mêmes petits paysans. Ces banques de semence constituent la principale source d'approvisionnement en espèces « primitives » utilisées par les fabricants de semences modernes.

Un problème d'équité se pose. Le développement et la distribution des semences modernes à haut rendement repose sur des entreprises privées. Celles-ci se sont assurées l'exclusivité commerciale des variétés qu'elles développent par un système sophistiqué de protection qui repose sur les droits de propriété intellectuelle, eux-mêmes codifiés par divers arrangements internationaux (l'Union pour la protection des obtentions végétales, déposée à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, et les Accords sur les droits de propriété intellectuelle liée au commerce, conclus dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce). Mais les semences primitives, la matière première de cette industrie, ne sont pas protégées. Elle sont considérées comme relevant du domaine public, donc accessibles sans restriction.

Les semences industrielles relèvent donc de la propriété privée, alors que les semences traditionnelles sont libres de droit, même si les communautés traditionnelles les ont développées durant des millénaires. Comment rétablir cette injustice et s'assurer que les petits paysans concernés reçoivent une juste rétribution pour leur contribution à l'alimentation mondiale ? Facile, répondent certains : ils n'ont qu'à breveter leurs semences eux aussi. Mais il y a deux obstacles majeurs. D'une part les communautés paysannes traditionnelles ne connaissent que rarement la propriété privée